

# L'économie informelle dans le PNDES: un secteur

**DANS son rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne, rendu public à Ouagadougou le 8 juin dernier, le FMI a indiqué que l'économie informelle présente pour l'Afrique des défis et des opportunités. Pour en savoir plus sur ce secteur qui représente entre 25 et 65% du PIB et entre 30 et 90% du total des emplois non agricoles, L'Economiste du Faso a approché la représentante résidente du FMI au Burkina Faso.**

**Mame Astou Diouf Sow revient dans cette interview sur les atouts de l'économie informelle dans la mise en œuvre du PNDES et donne son appréciation sur le Plan de développement national.**

**L'Economiste du Faso: Dans son rapport sur les perspectives économiques, avril 2017, le FMI table sur l'économie informelle, en tant que composante importante de la plupart des économies de l'Afrique subsaharienne. Quel est le rôle de cette économie pour les pays africains?**

**Mame Astou Diouf Sow, représentante résidente FMI au Burkina Faso:** L'économie informelle est une composante importante de la plupart des économies de la région. Selon les estimations, la taille des économies informelles en Afrique subsaharienne (AfSS) est très hétéro-



*Mame Astou Diouf Sow, représentante résidente du Fonds monétaire international (FMI) Bureau Burkina Faso. (MK)*

gène: elle est estimée entre 20 à 25 % de PIB à Maurice, en Afrique du Sud et en Namibie, et varie jusqu'à atteindre 50 à 65 % de PIB en Tanzanie et au Nigeria. Très souvent, nous entendons parler des défis que représente le secteur informel, notamment comme frein à la mobilisation des ressources fiscales. Il faut cependant souligner que le secteur informel génère également des opportunités.

D'abord, le secteur informel fournit de l'emploi à ceux qui n'en ont pas. Cela

inclut les personnes instruites qui n'ont pas pu s'insérer dans le marché du travail formel, tout comme les personnes non instruites. La part du secteur informel dans l'emploi non agricole est estimée entre 55 et 75% dans les pays à faibles revenus et ceux riches en ressources naturelles.

Ensuite, l'informel permet de réduire les inégalités. Les études montrent que le différentiel de consommation entre les travailleurs du secteur formel et ceux qui sont dans l'informel est moindre que le différentiel de consommation entre le formel et le secteur agricole.

Il faut noter cependant que le niveau de consommation des travailleurs du formel est plus élevé que celui des deux autres secteurs. Toutes ces opportunités font que ce secteur représente un filet social. C'est un filet social qui n'est pas financé directement par l'Etat, mais qui a son importance.

**En quoi cette économie informelle est-elle importante dans la mise en œuvre du PNDES?**

La taille de l'économie informelle s'élève à près de 30% de PIB au Burkina, ce qui est non négligeable. C'est un secteur qu'il faut donc prendre en compte pour savoir comment booster sa contribution à la croissance. Toute stratégie de développement devrait donc tenir compte de l'informel. Cela ne veut cependant pas dire viser

à l'anéantir, car on a vu que ce secteur joue un rôle important. Il faut distinguer les différents types d'informalité. D'un côté, il y a les entreprises qui sont dans l'informel parce que leurs chiffres d'affaires ne leur permet pas de rejoindre le formel.

C'est le cas des entreprises familiales dont le chiffre d'affaires est en dessous du seuil imposable. Celles-là devront rester dans l'informel jusqu'à ce que la taille de l'entreprise grossisse. Pour elles, il est important de les soutenir de façon à ce que l'entreprise subsiste aux temps.

D'un autre côté, il y a les entreprises qui restent intentionnellement informelles parce qu'elles fraudent. Certaines, notamment, sont à la limite du seuil pour passer au formel, mais elles se maintiennent volontairement en deca. Pour elles, il s'agira de mettre en place des dispositions fiscales qui les pousseront à passer au formel (par exemple un fort taux de TVA ou à intensifier la lutte contre la fraude). Les analyses montrent d'ailleurs que les pays où l'Etat de droit prévaut, la taille de l'informel moins élevée.

Dans les deux cas, remédier aux défis auxquels font face l'informel permet d'augmenter sa contribution à la croissance. Un des plus grands défis est que ce secteur souffre généralement d'un déficit considérable de productivité par rapport au formel, qui peut atteindre 20 à 25%. Ceci reflète principalement les niveaux faibles du capital physique dans l'informel, ainsi que le fait que le secteur utilise une main-d'œuvre moins qualifiée ou inadéquatement formée (c'est-à-dire, par exemple, formée à un métier autre que celui exercé). Ces contraintes limitent le potentiel de croissance de l'informel.

Les politiques visant à renforcer la productivité de l'économie auront tendance à bénéficier aussi aux entreprises informelles.

On peut citer, par exemple, l'amélioration de la formation, des infrastructures, des services publics (tels que l'accès à l'eau, à l'électricité et à la santé, l'accès aux nouvelles technologies, etc).

De fait, les investissements et les politiques de renforcement de productivité prévus par le PNDES vont aussi contribuer à améliorer la productivité du secteur informel, tout autant que celle des entreprises dans le secteur formel, ce qui va renforcer les effets sur la croissance. La prise en compte de cet aspect lors de la mise en œuvre du PNDES serait un atout supplémentaire pour l'atteinte des objectifs fixés.

Le volet mobilisation de recettes fiscales est également très important. La stratégie des régies de recettes, notamment la Direction générale des impôts et la Direction générale des Douanes, en termes de

## Repères structurels pour la 7<sup>e</sup> revue FEC du FMI au Burkina (date de mise en œuvre prévue: fin décembre 2016)

Repères	Objectifs
Réorganiser le calendrier budgétaire pour avancer la préparation du programme d'investissements publics et adopter une circulaire permanente sur le calendrier budgétaire.	Améliorer l'exécution du budget d'investissement
Rétablir l'interface électronique entre les bases de données de la DGD et la DGI pour réduire la fraude (DGI/DGD).	Accroître la mobilisation des recettes
Finaliser le boulonnage des trous d'hommes sur tous les camions de transport d'hydrocarbures (SONABHY) et installer les scellés et balises électroniques sur les corridors avec le Bénin et le Niger (DGD)	Limiter les pertes de carburant durant le transport
Etablir un échange permanent de données entre la DGI et COTECNA pour vérifier les déclarations au titre de l'impôt sur les sociétés (DGI).	Accroître la mobilisation des recettes en élargissant la base
Saisir dans le système SYDONIA 2.600 dossiers manuels pour prise en compte des liquidations dans les recettes douanières (DGD).	Eviter des pertes de recettes douanières dues à des pannes informatiques au 3 <sup>e</sup> trimestre 2016
Adopter une stratégie concernant les dettes intérieures domestiques «irrégulières» selon le rapport de l'ASCE et indiquer les mesures prises concernant la mise en œuvre des autres recommandations de l'ASCE, ainsi que le dernier solde des dettes intérieures «régulières» et «irrégulières» (DGTCP et DGB).	Améliorer la gestion budgétaire
Préparer un plan de communication pour expliquer l'objectif de la mesure visant à la mise en œuvre graduelle du mécanisme automatique des prix à la pompe et la méthode d'ajustement proposée (CIDPH). Le mécanisme d'ajustement visera à ce que les prix en vigueur assurent le recouvrement des coûts	Limiter les subventions de l'Etat sur les carburants
Démarrer l'enquête sur le secteur de l'orpaillage (INSD).	Améliorer la qualité des comptes nationaux et statistiques d'exportations d'or artisanal

Source: FMI, rapport 6<sup>e</sup> revue FEC et Article IV de 2016, paru en décembre 2016.